

# Info Marne

« Là où la lutte s'organise, l'espoir se construit »

## SOMMAIRE (cliquez sur l'article)

Édito : Nous ne voulons pas d'un va-t-en-guerre ! .....	1
Criminalisation de l'action syndicale : ça commence à bien faire ! .....	2
2 décembre 2025 : Mobilisation en demi-teinte dans la Marne .....	2
Châlons-en-Ch. : COREST 2025 : une inquiétante évolution de l'offre de transport dans la Marne ...	3
Saint-Gibrien - Fin de la PIC MCA à la Poste : 185 agents dans l'incertitude .....	3
Montmirail - NAO Axon'Cable : encore une année blanche .....	4
Vitry-le-François : Une Union Locale qui se renforce .....	4
Châlons-en-Ch : Assemblée Générale de la MAS des Alouettes .....	5
Reims : Formation formateurs de la fonction publique Grand-Est .....	5
Reims : Formation CSE .....	5
Muizon - Vandalisme à l'étang de l'Association « Les amis de Pierre MAÎTRE » .....	5

## Edito : Nous ne voulons pas d'un va-t-en-guerre !



À l'heure où le gouvernement tournicote une nouvelle fois à présenter un budget austéritaire, il est de notre devoir de rappeler une évidence ; un pays ne se gouverne pas comme une entreprise en quête d'économies et de profits, mais comme une société qui doit protéger les siens. On nous répète qu'il faut se serrer la ceinture, réduire les dépenses publiques, responsabiliser les services essentiels. Pourtant, dans les mêmes discours, les milliards pleuvent pour les industries les plus puissantes, et notamment pour les multinationales.

Non, nous ne voulons pas d'un budget d'austérité. Nous voulons un budget qui réponde à l'urgence sociale.

Car l'urgence est là, partout, visible et criante. Des familles qui n'arrivent plus à se loger dignement, des hôpitaux qui étouffent, des écoles qui s'effritent, des travailleurs pauvres qui ne voient plus la fin du mois, des jeunes qui perdent confiance, des retraités abandonnés. Pendant que le pays souffre, on voudrait nous faire croire qu'il n'y a plus de moyens. Sauf lorsqu'il s'agit d'investir dans des programmes militaires toujours plus coûteux.

Il faut répondre clairement à Emmanuel MACRON : nos enfants ne sont pas de la chair à canon. Car le rôle d'un président n'est pas de préparer psychologiquement la jeunesse à mourir à la guerre, mais de tout faire pour qu'elle n'ait jamais à la vivre.

Nous refusons qu'on leur promette un avenir marqué par la militarisation, la peur et la préparation à des conflits qui ne sont jamais les leurs. La jeunesse mérite mieux qu'une société qui lui demande de se sacrifier pendant que d'autres s'enrichissent.

Il est temps d'arrêter d'arroser les multinationales fabricants d'armes et autres sous prétexte de sécurité. La sécurité véritable, c'est celle d'un peuple qui vit dignement, pas celle d'un marché international où l'on spéculer sur la guerre comme sur n'importe quelle marchandise.

Nous ne pouvons pas accepter que l'argent public serve à gonfler les profits d'entreprises qui prospèrent sur l'instabilité mondiale. Nous portons la paix, non par naïveté, mais par lucidité car aucun avenir durable ne pourra se construire sur la fuite en avant militarisée, ni sur l'abandon social.

Le budget que nous voulons est un budget qui soigne plutôt qu'il n'attaque, qui protège plutôt qu'il n'enrichit, qui prépare la paix plutôt qu'il n'alimente la guerre. Investir massivement dans l'éducation, la santé, le logement, la transition écologique, la revalorisation du travail, voilà ce qui construit un pays fort, solidaire et digne.

L'austérité n'est pas une fatalité. Elle est un choix politique. Et nous choisissons l'inverse, un avenir où l'on préfère les citoyens aux actionnaires, la paix aux armes, la solidarité aux renoncements. Nous ne nous taisons pas. Nous voulons un budget pour la vie.

Ghislain BRIDE, secrétaire général de l'Union Départementale CGT de la Marne



**5 décembre 2025**  
**#128**

**Union Départementale  
des syndicats CGT de la Marne**

15, boulevard de la Paix

BP 11215

51058 Reims Cedex

Tél. 03 26 88 23 04

[udcgt51@laposte.net](mailto:udcgt51@laposte.net)

[www.udcgt51.fr](http://www.udcgt51.fr)

**SCANNEZ**  
le QR code pour  
télécharger  
l'application de  
**l'UD CGT 51**



## **Criminalisation de l'action syndicale : ça commence à bien faire !**



Mardi 2 décembre, Sophie BINET, Secrétaire Générale de la CGT, a annoncé avoir été mise en examen pour injures publiques pour avoir stigmatisé l'attitude des patrons qui, à l'instar de Bernard ARNAULT,

avaient menacé de délocaliser leurs activités au cas où on viendrait taxer leurs immenses profits. « On a envie de dire que les rats quittent le navire » avait très justement dénoncé Sophie BINET. Cette expression populaire a déplu à l'association "Mouvement des entreprises de taille humaine indépendantes et de croissance", financé, entre autres, par Charles Edouard STERIN, milliardaire d'extrême-droite, lui-même exilé fiscal en Belgique... Ça ne s'invente pas...

Ce même 2 décembre à Douai, s'est tenue l'audience en appel de Jean-Paul DELESCAUT, Secrétaire Général de l'Union Départementale CGT du Nord, condamné à un an de prison avec sursis, pour « apologie du terrorisme. » Le motif ? Avoir publié, au lendemain des attaques du 7 octobre, un communiqué s'efforçant de resituer l'attaque terroriste du Hamas dans son contexte historique, rendant hommage à toutes les victimes civiles et appelant à la paix. Un rassemblement de soutien était organisé devant le Tribunal de Douai.



L'Union Départementale CGT de la Marne apporte son soutien sans faille à nos deux Camarades, ainsi qu'aux plus d'un millier de syndicalistes visés par des procédures qui n'ont pas d'autre effet que d'encombrer inutilement les tribunaux... et de renforcer encore plus notre détermination !

[\(signez la pétition en soutien à Sophie Binet\)](#)



## **2 décembre 2025 :**

### *Mobilisation en demi-teinte dans La Marne*



Mobilisation en demi-teinte dans la Marne à l'appel de la CGT, FSU et Sud. Environ 500 manifestants se sont mobilisés dans le département contre le projet de budget 2026, toujours en discussion à l'Assemblée.

Pourtant la résignation n'est qu'apparente et la colère sociale est intacte. L'immense majorité des salariés dénoncent un budget injuste alors que les alarmes militaristes ne cessent de s'amplifier.

Les travailleurs ne se résignent pas à l'année blanche, au gel des prestations sociales et des pensions de retraite, aux attaques contre le monde associatif, à la mise à mal du système de santé, au sacrifice de la jeunesse et des services publics.



« Ce budget est une triple peine pour le monde du travail » selon Sophie BINET, Secrétaire Générale de la CGT : « D'abord,

les dépenses vont augmenter, notamment en matière de santé. [...] Ensuite, les prestations sociales vont baisser parce qu'elles vont être gelées. [...]

Enfin, les salaires décrochent parce que dans le silence, le patronat en profite pour mettre toutes les NAO à zéro. »



[\(Voir le reportage de France 3 Reims\)](#)

[\(lire le tract confédéral : quels seraient les impacts concrets du projet de budget 2026 ?\)](#)

## **Châlons-en-Champagne** **COREST 2025 : une inquiétante** *évolution de l'offre de transport* *dans la Marne*



Comme chaque année, les Comités Régionaux des Services de Transport (COREST) ont réuni ce jeudi 27 novembre, à l'Hôtel de Région de Châlons-en-Champagne, l'ensemble des acteurs du transport régional.

Lors de cette séance, la Région Grand Est a présenté des orientations marquées par une réduction de l'offre de transport. Le manque de moyens humains et financiers, accentué par la réforme ferroviaire et le désengagement de l'État, impacte directement le quotidien des usagers et des cheminots. Sous couvert de rationalisation et de mise en concurrence, c'est toute la notion de service public qui se retrouve fragilisée.

La fermeture progressive des guichets, présentée comme une mesure d'économie, est symptomatique de cette attrition. Pourtant, un guichet en gare, c'est une présence humaine indispensable pour informer, orienter et sécuriser, un maintien du lien social dans des territoires déjà fragilisés, des emplois locaux...

Autre annonce : la réduction de l'offre TER durant les vacances scolaires. Une décision en total décalage avec les besoins réels : déplacements familiaux, mobilité culturelle, trajets domicile-travail entre Châlons, Reims, Épernay ou Vitry-le-François, désenclavement des territoires, etc.

Enfin le choix de supprimer dès 2026 la ligne de car Châlons-Verdun, mise en place en 2013 suite à l'arrêt de la ligne TER, aura pour conséquence d'augmenter le nombre de voitures individuelles sur les routes alors que la question environnementale est censée être en tête des priorités.

Les usagers, soutenus par les organisations syndicales, ont exprimé leur désaccord face à ces mesures qui accentuent les difficultés de mobilité dans le territoire.

La CGT appelle l'ensemble des forces de progrès, élus, usagers et acteurs locaux, à défendre un service public ferroviaire accessible, humain et de qualité. Les politiques doivent répondre aux besoins réels de la population, et non se conformer aux seules logiques de marché.

Le principe selon lequel « Quand une gare se construit, la vie se forme autour » doit redevenir un pilier de l'aménagement du territoire et une priorité des pouvoirs publics. C'est le message fort que les cheminots ont aussi fait passer lors du rassemblement du vendredi 28 novembre devant le Conseil Régional du Grand-Est à Strasbourg.

[\(Lire le communiqué de la CGT des cheminots du secteur de Reims\)](#) [\(lire le communiqué de l'Association Rail Avenir\)](#) [\(lire l'article de l'avant-garde\)](#)

## **Saint-Gibrien - Fin de la PIC** **MCA à la Poste : 185 agents** *dans l'incertitude*



Le 1<sup>er</sup> janvier 2026 marquera la fin de la plateforme courrier de la PIC MCA (Plate-forme Industrielle Courrier - Meuse Champagne Ardennes) de Saint-Gibrien, près de Châlons, une disparition présentée comme une « transformation » par la direction, en réalité une fermeture qui ne dit pas son nom.

Derrière ce changement brutal, ce sont 185 agents qui se retrouvent plongés dans le doute, malgré les déclarations rassurantes de la direction. On leur promet un travail, certes... mais un travail qui n'aura plus rien à voir avec leur métier, leurs compétences, ni l'expérience acquise au fil des années.



Depuis des semaines, la direction affirme mener un « dialogue social ». Mais les faits racontent une autre histoire. Les réunions s'enchaînent à marche forcée. En quelques semaines seulement, l'accompagnement social d'un changement majeur a été expédié, sans réelle consultation, sans réponse aux questions essentielles : quel avenir professionnel pour les agents ? Quelles missions demain ? Quelle garantie d'emploi ? Quel devenir pour les agents des services support ou de maintenance ? Quels futurs horaires ? Quel impact sur les conditions de travail ?

La seule certitude communiquée aux équipes : la PIC perdra son activité courrier. Une rupture profonde, que la direction refuse pourtant de reconnaître comme un changement de métier. Mais les faits sont là : les agents changent d'activité, de rythme de travail. Il ne s'agit pas d'une « transition », mais d'une éviction professionnelle déguisée, imposée à ceux qui ont dédié des années à faire tourner la PIC.

Si la direction affirme « qu'il y aura du travail pour tout le monde », elle omet de préciser l'essentiel : ce travail n'aura plus rien à voir avec leur métier actuel.

Pour les 185 agents concernés, la peur est réelle face à la perte de repères, la perte de compétences reconnues, les changements de rythme, les mutations possibles, l'absence de visibilité sur les futures charges de travail, l'aggravation des conditions de travail avec le non-respect de la poly-activité

Au 1<sup>er</sup> janvier, la PIC MCA cessera son activité courrier. Une page se tourne, sans préparation, sans reconnaissance, et sans perspectives claires. Pour les agents, l'avenir reste incertain. Pour la CGT, la lutte continue pour obtenir une véritable reconnaissance des droits des salariés et de la dignité que chacun mérite.

## **Montmirail - NAO Axon'Cable :** *encore une année blanche*

Lors de la seconde réunion de négociation des NAO (Négociations Annuelles Obligatoires) chez Axon', la direction a annoncé qu'il n'y aurait pas

d'augmentation de salaires pour 2025, sans explication. Pourtant l'inflation et le coût de la vie n'ont pas cessé d'augmenter en 2025.

La CGT d'Axon' revendique, entre autres, une augmentation générale de 150 € mensuel brut, un calcul des primes conventionnelles sur le salaire net, une revalorisation des indemnités de transport à 4,22 € par jour.

Pour réaffirmer leur exigence d'augmentations salariales, un rassemblement des personnels était organisé le mardi 2 décembre devant l'usine. ([Lire le tract](#))

## **Vitry-le-François :** *une Union Locale qui se renforce*



Le Congrès de l'Union Locale de la CGT du Pays Vitryat s'est tenu le vendredi 28 novembre. Tous les syndicats CGT du secteur étaient représentés. Le document d'orientation a été approuvé à une large majorité, ainsi que le choix des membres de la commission exécutive et de la commission financière de contrôle.

**José MICELI** (salarié de Tricoflex), a été réélu Secrétaire Général à la quasi-unanimité, ainsi qu'**Émilie BIAVA** (Alfaflex) comme Trésorière et **David SAGET** (Mannesmann), comme Secrétaire Général Adjoint.

Le Congrès a permis de faire le point sur l'état des forces organisées, en nette progression chez Actenium, Calcia, ainsi qu'au Centre Hospitalier, fruit des luttes qu'y ont été animées par la CGT. La volonté de renforcer le déploiement de la CGT dans le Pays Vitryat, en lien avec l'Union Départementale, a été réaffirmée par le Congrès.

## Châlons-en-Champagne **Assemblée Générale de la MAS des Alouettes**

*un jeune syndicat en pleine  
croissance*



Le jeune syndicat de la MAS des Alouettes (Maison d'Accueil Spécialisé), créé il y a trois

ans, est en pleine croissance, puisqu'il a décuplé son nombre d'adhérents !

Les sept membres de la commission exécutive ont été élus à l'unanimité, tout comme Corinne BATTEUX, élue Secrétaire Générale du syndicat.

Dans cet établissement spécialisé dans l'accueil des personnes polyhandicapées, il était urgent de redynamiser le fonctionnement des instances sociales trop longtemps restées en sommeil.

## Reims - *Formation formateurs de la fonction publique Grand-Est*

Du 24 au 28 novembre à Reims une formation des formateurs de la fonction publique était organisée par la Coordination Fédérale Régionale (CFR). Douze Camarades des territoriaux du Grand-Est y ont participé.

L'occasion de découvrir l'antenne mobile de l'Union Départementale de la Marne, en grande partie financée par les mutualisations des secteurs professionnels et des syndicats du territoire. Une initiative remarquable saluée par tous les participants.



## Reims : *Formation CSE*

L'Union Départementale CGT organise une formation CSE du 12 au 16 janvier 2026 à Reims.

Cette formation est à destination des élu-e-s Titulaires CSE (+ de 50 salariés). Les suppléants peuvent également suivre cette formation, si accord d'entreprise.

### Contenu de la formation :

- ▶ Organisation du CSE
- ▶ Fonctionnement du CSE
- ▶ Les réunions du CSE
- ▶ Attributions du CSE

**Les inscriptions sont à faire rapidement et à remonter auprès du secrétariat administratif de l'UD.**

## Muizon - *vandalisme à l'étang de l'Association « Les amis de Pierre MAÎTRE ».*



Mauvaise surprise à l'étang de Muizon suite à des faits survenus entre la fin du mois d'octobre et le début du mois de novembre.

Cet étang appartient et est géré par l'Association des amis de Pierre MAÎTRE, militant de la CGT, assassiné par un commando d'extrême-droite le 5 juin 1977, alors qu'il tenait un piquet de grève devant son usine. Or, les lieux ont récemment été vandalisés, du mobilier a été volé, ou brûlé et jeté à l'eau. Des actes délictueux et inadmissibles qui n'auraient jamais dû se produire, au regard du respect dû aux uns pour les autres et surtout à la mémoire de Pierre MAÎTRE. Une plainte a été déposée à la gendarmerie de Gueux.

